

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Solidarite-avec-la-democracie-au-Venezuela>

Solidarité avec la démocratie au Venezuela

- Argentine - Social - Initiatives -

Date de mise en ligne : vendredi 13 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nos camarades d'Attac Venezuela nous tiennent en permanence informés de la " grève " putschiste lancée par le Medef local (Fedecamaras) et la centrale " syndicale " corrompue qu'est la CTV. Une " grève " de luxe, entre parenthèses, puisque le patronat a lui-même offert de payer les salaires des " grévistes " qui défilent dans Caracas en mêlant les drapeaux du Venezuela et des Etats-Unis !

Notre meilleure forme de solidarité est l'information des citoyens et la demande aux élus, aux partis et au gouvernement de condamner fermement le coup d'Etat rampant contre le président Chavez dans lequel les médias vénézuéliens se trouvent en première ligne.

Vous trouverez ci-dessous un texte de Maurice Lemoine, rédacteur en chef adjoint du Monde diplomatique, et une invitation à participer à une réunion-débat le mercredi 18 décembre à 19 h 30 à Paris. Des initiatives identiques peuvent être prises en province.

N'hésitez pas à envoyer des messages de solidarité à Attac Venezuela :

attac-venezuela@cantv.net

Bernard Cassen, coordinateur de la commission internationale d'Attac

Déstabilisation au Venezuela

Après avoir subi un cinglant échec lors de la tentative de coup d'Etat du 11 avril 2002 contre le président Hugo Chávez, l'opposition vénézuélienne, minorité électorale emmenée par l'organisation patronale Fedecamaras, la bureaucratie syndicale de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et un ensemble de partis traditionnels et d'organisations regroupés dans la Coordination démocratique, s'est lancée dans une nouvelle tentative de déstabilisation. Par de nombreux traits, celle-ci rappelle la stratégie qui, au Chili, au début des années 1970, a préparé le renversement de Salvador Allende. Si la grève générale d'abord " illimitée ", puis " irréversible ", lancée le 2 décembre par ses dirigeants - et payée par le patronat - n'a été que partiellement suivie et s'effiloche au fil des jours, on a vu réapparaître tous les ingrédients du scénario qui a présidé au golpe d'avril.

* Appels au soulèvement civil et militaire lancé depuis la " zone libérée " de la place Altamira (quartiers est de Caracas) par un groupe d'officiers ayant participé à la tentative de coup d'Etat précédente.

* Exacerbation des tensions par un appareil médiatique relayant dix-huit heures par jour, en continu, les thèses de l'opposition et appelant ouvertement au renversement du président.

* Création de conditions propices à des actes de violence permettant de faire appel à la communauté internationale " pour mettre un terme au chaos ". Une fusillade aux circonstances encore non éclaircies a fait trois morts et 20 blessés dans les rangs de l'opposition, le 12 décembre, lorsqu'un individu, qui a été arrêté, a tiré dans la foule, place Altamira. Le hasard faisant bien les choses, le drame a eu lieu au moment précis où l'un des dirigeants de l'opposition, M. Carlos Ortega, s'exprimait en direct à la télévision, ce qui lui permis de traiter immédiatement " d'assassin " le président, accusé d'être le commanditaire du crime. Sans enquête ni recul d'aucune sorte, l'accusation a été reprise par l'ensemble des médias privés.

* Utilisation de ces victimes du " massacre d'Altamira " pour lancer l'opération " déstabilisation économique " en paralysant - à travers ses cadres supérieurs, technocratie des " généraux du pétrole "

favorables à sa privatisation - le clur du pays, la compagnie pétrolière d'Etat PDVSA.

Dans un premier temps, cette dernière mesure a payé. L'arrêt de la production a frappé de plein fouet la capacité d'exportation, provoquant des pertes estimées à 50 millions de dollars par jour et interrompant les livraisons de PDVSA, en particulier aux Etats-Unis.

Dans le contexte de " l'avant-guerre " en Irak, cette défaillance d'un de ses principaux fournisseurs offre un prétexte à Washington pour augmenter la pression - y compris à travers le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. César Gaviria, présent à Caracas pour y promouvoir le dialogue - pour l'organisation immédiate d'élections, hors du cadre constitutionnel.

Plus radicale encore, l'opposition exige "la démission" du président en exercice. Il est vrai qu'en l'état actuel des rapports de force, elle perdrait vraisemblablement ces élections - à moins d'en interdire la participation à M. Chávez, conception très particulière de la démocratie !
Pour preuve, l'évolution, ces derniers jours, de la situation. Depuis le 11 décembre, excédée par la propagande haineuse que distillent les médias privés, la société civile organisée des partisans du président se masse régulièrement et pacifiquement, au cri de " dites la vérité ! ", autour des sièges des chaînes de télévision et des quotidiens. Chaque jour la voit prendre la rue et affirmer sa présence en nombre plus important. Aidé par cette mobilisation populaire et l'armée (épurée de ses officiers factieux après le 11 avri), le pouvoir semble par ailleurs reprendre - ne serait-ce que partiellement à ce jour - le contrôle de PDVSA.

Le gouvernement vénézuélien a reçu, ces derniers jours, de nombreux messages de soutien : Groupe des Verts/ALE et Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique au Parlement européen ; 16 membres de la Chambre des représentants américains qui demandent l'appui de Washington aux gouvernements démocratiquement élus ; les syndicats du pétrole argentins ; la Centrale syndicale unique d'Uruguay ; l'Union syndicale ouvrière de l'industrie du pétrole (USO) colombienne ; la Conférence des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ; etc.

Pour des raisons de sécurité, le gouvernement des Etats-Unis a autorisé une partie de son personnel diplomatique à quitter le pays. L'opposition ayant besoin de " victimes ", comme le 11 avril dernier, provocations et auto-attentats risquent d'assombrir le proche futur. Car du dénouement de cette bataille à forte odeur de pétrole dépend l'avenir du Venezuela. Et des réformes sociales dont ce pays a d'urgence besoin.

MAURICE LEMOINE.

Mercredi 18 décembre, à 19 h30

Université de Paris 1 - Tolbiac, Salle L

Epreuve de force au Venezuela

Intervenants :

Maurice Lemoine, rédacteur en chef adjoint du Monde Diplomatique

Jean Piel, Historien, professeur à l'Université de Paris VII

Tania Delgado, sociologue, vénézuélienne, doctorante à l'Université de Paris VII

Guillermo Morales, Vénézuélien, journaliste, doctorant à l'Université de Paris X

Temir Porrás Ponceleon, Vénézuélien, élève de l'ENA, membre d'Attac Venezuela

Projections de films : ayant trait au coup d'Etat du 11 avril 2002 et à l'implication des médias commerciaux dans le golpe.

Témoignages : de médias alternatifs et d'associations

Exposition des photographies : de Fred Jacquemot, sur les mouvements populaires vénézuéliens. Reportage photo : octobre / novembre 2002

Post-scriptum :

Centre Pierre Mendès-France

90, rue de Tolbiac

Paris 13^e

Salle L - 19 h 30

Métro : Tolbiac